

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1595>



Gilets jaunes et après ?

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : samedi 9 février 2019

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Les deux textes ci-dessous peuvent donner lieu à diffusion large.

*** Texte d'Alain Merlen

Sauf à penser que la seule perspective des gilets jaunes soit de vivre sur les ronds-points tous les samedis jusqu'en 2022 ou de se faire mutiler par des « forces de l'ordre », il faut bien penser à la suite avant que le régime ne reprenne le cours de ses pratiques impopulaires.

Macron ne démissionnera pas. Il faudrait pour cela qu'il soit personnellement touché par la détresse de ses concitoyens, mais ce n'est pas le profil du personnage. Il n'a pas été choisi comme candidat pour cela.

Pour que Macron parte, il faut un « après Macron » crédible auquel pourrait adhérer une large majorité de français, y compris la petite bourgeoisie des grandes villes qui croit encore, mais avec de plus en plus d'inquiétude néanmoins, pouvoir continuer à bénéficier d'une « mondialisation heureuse ».

Alors, attendre 2022 ? Rejouer les élections de 2017 et en reprendre pour 5 ans sans pouvoir protester ? Continuer à subir le mépris condescendant des « experts patentés » des pédagogues de l'austérité, des pseudos journalistes du 20h ? Subir la concentration des pouvoirs judiciaires et législatifs sous la férule d'un exécutif monarchique, technocrate qui ne représente qu'une minorité cynique ?

Attendre 2022 malgré tout en espérant le leader providentiel ? Et en reprendre pour 5 ans minimum en cas de déception plus que probable ? Est-ce cela exiger d'être mieux représenté, vouloir plus de démocratie ? Rien ne peut conforter plus un autocrate brutal que l'aspiration de son peuple à lui en substituer un autre, prétendument meilleur avec les gueux, ou brutal seulement avec certains gueux. L'autocrate fait alors le gentil, tend l'oreille, se met en scène dans son cocon, fait le beau devant sa cour pour ébahir les gueux et finalement se succède à lui-même, régénéré.

On le voit, la solution ne réside pas dans les institutions actuelles ! C'est d'ailleurs pour cela que le régime appuie sa posture sur la défense de ses institutions (et aussi en bonne partie sur les « forces de l'ordre. ») A ce jeu, les institutions ont perdu leur légitimité (et, plus dangereux encore, les forces de l'ordre risquent bien de perdre la leur). La démocratie est la seule alternative à cette autocratie technocratique où nous a mené la constitution de la 5^{ème} république et ses modes de scrutin. Il est temps de changer de constitution avant que, par le biais de traités négociés sans nous, on nous enlève définitivement la souveraineté sur notre pays pour la transférer à une entité supranationale composée de technocrates choisis par les grands lobbies.

Nous devons élire et réunir une assemblée constituante

Son but : écrire une constitution démocratique assurant une réelle représentation du peuple français dans son ensemble et rendant au peuple sa souveraineté sur la France.

Gilets Jaunes, femmes et hommes de bonne volonté, face aux défis sociaux, environnementaux, énergétiques, démographiques du 21^{ème} siècle, l'avenir pour vous même, vos enfants et petits-enfants, dépend de votre engagement à imposer cette constituante et à lui faire accoucher de la constitution démocratique d'une société juste et humaine.

Nous devons pour cela :



définir le mode d'élection des représentants qui assure la représentation de la diversité sociologique de la nation,

- ▶ Réunir les constituants pour des débats publics,
 - ▶ leur assurer l'aide d'experts techniques et éthiques pour les assister selon leur demande,
 - ▶ soumettre le projet de constitution au référendum populaire.
- N'attendons pas vainement que la 5^{ème} république le fasse pour nous, là n'est plus la question,

Commençons maintenant.

*** Gilets Jaunes, femmes et hommes de bonne volonté

Il faut passer à la suite

Il nous faut rapidement un « après-Macron »

Attendre 2022 pour rejouer 2017 et en reprendre pour 5 ans ?

NON Attendre 2022 pour espérer un leader providentiel et en reprendre aussi pour 5 ans après déception ?

NON Il n'y a pas de solution au sein des institutions de la 5^{ème} république

Ce régime ne permet pas la représentation légitime du peuple.

Il n'assure que la dictature d'une caste.

Il ne se préoccupe que de sa propre survie et pas des populations qu'il soumet.

Il prépare notre perte définitive de souveraineté sur la France.

Nous devons élire une assemblée constituante

Et cela, dès maintenant avec mission de nous rédiger une constitution réellement démocratique dotant notre pays d'instances représentatives du peuple dans sa diversité sociologique, assurant des relais démocratiques à échelle humaine et réaffirmant la souveraineté des citoyens sur la nation.

N'attendons pas que cela vienne du régime, faisons-le, nous-mêmes.

Que revive la République !

Que revive le peuple français !

*** Texte d'Hubert Viallet

L'association pour une Constituante a été créée en 2008 en réaction à la trahison du « NON » du peuple Français au Traité constitutionnel européen (TCE) par référendum en 2005. Les parlementaires ont, dans leur grande majorité et de presque tous les bords, commis une véritable forfaiture : ils ont adopté le Traité de Lisbonne, quasi identique au TCE, par la voie parlementaire réunie en Congrès le 4 février 2008.

Nos soi-disant « représentants » ne nous représentent pas. Nous sommes convaincus que ce sont les règles du jeu qui doivent être changées. En effet, de droite comme de gauche, les politiques menées se soumettent toujours à la mondialisation néolibérale au prétexte de la construction européenne. La souveraineté populaire dans une

République que nous voulons démocratique et sociale est anéantie. Toutes les voies de l'émancipation sont dorénavant interdites.

Les conséquences sont visibles : désindustrialisation, délocalisations, disparition des services publics, baisse des salaires, chômage de masse volontairement maintenu, abaissement de la puissance publique sauf pour réprimer les révoltes, inégalités en hausse, paupérisation accrue, concurrence déloyale des travailleurs détachés, concurrence fiscale et sociale ...

C'est la Nation elle-même qui est attaquée. L'Etat travaille désormais contre le peuple, la Nation et la République.

Le mouvement des Gilets jaunes ne nous étonne pas même si, comme d'autres, nous ne l'avions pas prévu. Nous partageons certaines exigences des Gilets jaunes quand ils réclament plus de République, plus de justice, plus de démocratie, quand ils veulent redonner sens à « Liberté, égalité, fraternité », quand ils rédigent des cahiers de doléances.

L'injustice fiscale menée par Emmanuel Macron est la conséquence d'une idéologie mortifère qui détruit la Nation au profit du capitalisme mondialisé et des plus riches.

Il y a des exigences de très court terme, comme la suppression des augmentations de taxes sur les carburants. Il y a des exigences de plus long terme : face la crise de la démocratie, préparer l'élection d'une Constituante qui redonnera aux citoyens la maîtrise de leurs institutions qui sont un bien public. Constituante ou bonapartisme, il faut choisir.

Nous sommes prêts à y travailler avec les Gilets jaunes.